



**Béziers, 23 avril 2024**

## **Marche contre les idées d'extrême droite**

### **Intervention publique**

***Elisabeth ALLAIN-MORENO, Secrétaire générale du SE-Unsa***

Bonjour à toutes et à tous,

L'UNSA, avec la CFDT, de la CGT, de la FSU et de Solidaires, tenait à être bien présente aujourd'hui à Béziers pour affirmer haut et fort notre attachement aux droits et libertés de chaque individu de notre société.

Notre projet UNSA est à l'opposé des conceptions nationalistes, populistes et extrémistes qui menacent la démocratie. Nous portons dans notre histoire et dans notre ADN la lutte contre l'extrême droite.

Notre attachement à la République, à la démocratie, à l'État de droit, aux libertés, à la laïcité, à la justice sociale, à la solidarité et à la fraternité guide notre action dans et au-delà du milieu du travail. C'est ce qui fonde notre combat pour l'égalité des droits et l'égalité de traitement, et contre toute forme de discriminations, notamment racistes, xénophobes, religieuses, antisémites, sexistes ou LGBTIphobes.

En Europe et dans le monde, certains États démocratiques s'éloignent de notre conception de la démocratie au profit d'un modèle dit « illibéral ». A l'UNSA, nous réaffirmons notre attachement au respect de l'État de droit, à la stricte séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, à la liberté et l'indépendance des médias, à la liberté d'association et au respect des libertés individuelles.

Etant héraultaise depuis toujours, je connais bien Béziers.

Au-delà d'être une ville aux mains de l'extrême droite, Béziers est une des illustrations les plus criantes d'une gouvernance qui se nourrit et se repaît du populisme.

La méthode ambivalente qui consiste à séduire chacun individuellement pour mieux porter la division de tous masque sournoisement le fond d'une politique hostile aux droits et aux libertés qui ne dit pas son nom.

Mais si nous sommes ici c'est que cette méthode, nous savons la reconnaître, la démasquer et voulons dénoncer le vil projet de société qu'elle installe, l'avenir nauséabond qu'elle construit.

Politique du rejet et de la division alliée au populisme, voilà la recette qui empoisonne notre société et convainc de plus en plus de nos concitoyens à envisager et opter pour un vote RN.

Une politique d'extrême droite qui sait pouvoir compter sur ses fondamentaux dans un contexte de grande fragilisation d'une partie de plus en plus grande de la population :

- le socle : le rejet de l'immigration
- le cadre : l'autorité
- la méthode : l'antisystème

Convaincus par la peur de l'autre, la peur de la différence, faisant confiance à la perspective d'un monde plus sécurisé et croyant en un système plus juste pour chacun car moins juste collectivement, cette trop grande part de la société trompée, bercée d'illusions, doit être réveillée, avertie, sensibilisée.

En tant qu'enseignante et secrétaire générale du syndicat des enseignants de l'UNSA, je pourrais même vous dire que cette sensibilisation commence dès l'école.

Dire et écrire librement, penser et rêver en toute liberté, être libre. Tel est le légitime souhait de chaque être humain, quel que soit son âge, son genre, son origine et son opinion. S'il nous semble évident que ce qui est légitime ne doit pas être couteux, notre conviction du droit universel à la liberté est loin, très loin parfois, du prix de cette liberté.

Payée par des millions de vies tout au long de l'Histoire, la liberté continue de coûter beaucoup trop à l'humanité. Nul ne doit souffrir ou mourir parce qu'il est jugé « différent », « inférieur » ou sur motifs arbitraires. On ne peut pas retenir du passé seulement les erreurs qui nous conviennent, on ne peut pas lire le droit avec un prisme partial.

Profondément attachés à la liberté, nous devons continuer d'œuvrer pour que chaque enfant, chaque jeune et chaque adulte se sente respecté dans ses droits à la santé et à l'éducation et dans ses libertés à penser et à être.

L'Ecole est, elle aussi, douloureusement impactée par les mouvements d'extrême droite. Ils ont beau se grimer en associations de parents d'élèves ou encore s'appeler par des expressions synonymes de parents vigilants, leur volonté de détourner les programmes de l'Ecole de la République, l'Ecole de tous et l'Ecole pour tous, joue mal le caméléon. Toutes les libertés y passent : celles de la liberté de conscience, celle de la liberté de choisir son orientation sexuelle, celle d'apprendre tout simplement. Les droits sont aussi bafoués : ces collectifs utilisent aussi la pression ou la menace pour exiger le rejet de tel ou tel élève, de telle ou telle famille sous prétexte d'une identité ou d'une culture contraire à l'intérêt des enfants.

A ce sujet, le récent discours du Premier ministre sur le traitement de la violence des mineurs renvoie une image insupportable de la jeunesse française. Pour la énième fois, des recettes éculées ayant fait preuve de leur inefficacité et des mesures populistes sous couvert de « remettre de l'ordre » sortent des tiroirs emplis de naphthaline.

La sanction, centrale parmi les mesures exprimées par G. Attal, est vide de sens et d'utilité lorsqu'elle n'est pas conçue comme la fin d'un processus alliant prévention et accompagnement.

Si l'on s'en tient à l'Éducation nationale, la politique menée ces dernières années a vidé les écoles et les établissements des personnels qualifiés pour agir face à la violence, aux atteintes à la laïcité et au harcèlement.

A visée électoraliste en proie à un RN devant dans les sondages aux européennes, les propos du chef du gouvernement sont dangereux car ils renvoient l'image d'une jeunesse divisée entre les bons et les méchants. C'est tout le contraire d'une politique responsable et investissant sur l'avenir, si tant est que le mot « éducation » ait encore quelque raison d'être dans notre pays !

La montée du rassemblement national et le risque aujourd'hui important qu'il accède au pouvoir en 2027 ne peut et ne doit quitter nos esprits de syndicat humaniste, tant la

concrétisation d'une telle hypothèse viendrait bousculer, détruire, notre capacité à agir. Avec les autres organisations syndicales défenseuses des droits et libertés, nous avons un travail à mener pour convaincre nos concitoyens. Le risque de destruction de la société libre avec un gouvernement d'extrême droite, doit être pris à sa juste mesure.

Le 9 juin et chaque fois que nous devons choisir celles et ceux qui décident, ne ménagons pas notre énergie, notre union et notre cohésion pour rejeter massivement les candidats des programmes d'extrême droite. Unissons nos forces pour aider nos concitoyens à refuser la politique de la peur ou celle du rejet. Convainquons-les que leur avenir le plus serein, et celui de leurs proches, repose sur un droit de vote exercé et un vote de soutien à une politique de droits et de libertés. Une politique basée sur un projet de société où chacun a sa place, sans l'acheter sans la négocier, mais simplement parce que cette place est un droit universel.

Vive les droits, vive la liberté !